



Le 23 Février 2017

La chasse est ouverte

Rappel

En décembre 2016 nous pouvions lire dans le compte rendu du COS de la 1ère organisation syndicale de l'entreprise que la direction avait bâti son budget prévisionnel 2017 sur une réduction des effectifs de 40 ETP. Selon certaines rumeurs ce chiffre aurait déjà doublé à ce jour. Cette évolution devait se faire par le biais des départs naturels et n'a pas suscité plus d'émotions, alors que selon SUD, l'un des principaux rôles d'un syndicat est de défendre l'emploi et que lorsqu'on est majoritaire absolu dans toutes les instances on détient quelques pouvoirs d'intervention.

Mais encore faut-il vouloir prendre le risque de déplaire à la direction, démarche qui pour le SU-Unsa et les autres SAM SUFFIT, n'est pas inscrite dans les gênes.

Le passage à l'acte

Depuis le début de l'année, la direction et ses sbires, certains directeurs de groupe notamment, sont passés des paroles aux actes.

Aussi nous assistons à :

- des propositions régulières de ruptures conventionnelles (lors d'un retour de congé parental, d'une demande de temps partiel pour raison de santé,...),
- des suggestions de départ en retraite à 58 ans alors que l'âge légal est à 62 ans, pour le moment encore,
- l'exploitation de fautes professionnelles, la recherche des défaillances pour pouvoir licencier,
- l'incitation au départ en rupture conventionnelle par un médecin du travail



et maintenant

- la chasse systématique aux Conseillers Commerciaux et curieusement uniquement ceux de plus de 50 ans.
- un discours plus général et sans ambiguïté des managers suggérant d'aller voir ailleurs si les méthodes de l'entreprise et la pression ambiante ne conviennent pas !

Ainsi, certains hiérarchiques déploient beaucoup d'énergie pour tenter de se débarrasser de CC et de les envoyer à Strasbourg en arguant :

- d'une soit disant réorganisation visant à la disparition du poste de CC,
- de la création d'un centre d'appel sur le groupe,
- en caressant certains dans le sens du poil,
- en attaquant d'autres de front sur leurs compétences professionnelles.

Certains cherchent peut-être à briller pour se faire une place dans le cadre de la fusion ?

La rentabilité avant l'humain

Toutes ces démarches sont dictées par le dogme du profit et de la compétition à tout va. Aussi nos dirigeants révèlent leur vrai visage. Ils sont prêts à sacrifier l'humain pour le profit. Ils n'ont que faire des femmes et des hommes, la seule chose qui compte ce sont les millions de bénéfices qu'ils afficheront et qu'ils pourront mettre dans la corbeille de mariée lors de la fusion pour se recaser à un poste d'importance dans la nouvelle structure.

Gageons que les tractations iront de bon train, si ce n'est pas déjà le cas.

L'affichage

Dans le discours officiel ils ne cessent pourtant de prôner l'esprit mutualiste des Caisses d'Epargne, ils signent de beaux accords pour l'emploi des salariés handicapés, pour l'emploi des seniors et ils osent parler de qualité de vie au travail alors qu'ils nous la pourrissent tous les jours.

Au passage ils ne se gênent pas pour encaisser les aides publiques (CICE, exonérations de charges,..)

Ce que fait la direction en douce n'est autre qu'un plan social déguisé pour échapper à une procédure officielle et contraignante.

Manœuvres destinées à fragiliser les salariés qui se retrouvent face à des prédateurs qui n'ont qu'un seul objectif, leur faire la peau.

La direction devra dorénavant avancer à découvert et assumer ses choix pernicieux aux yeux de l'ensemble du personnel des médias et des clients.

SUD n'est peut-être pas présent dans les réunions du CE, des DP, du CHSCT, autant de réunions pour endormir les représentants du personnel.

Mais n'en déplaise à certains, « le vilain petit canard est toujours vivant ».

Le bureau Sud